

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**COMMUNE DE SAINT LOUIS**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE  
DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2009**

**RAPPORT FINAL**

**(mars 2011)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 29 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par la Commune de Saint Louis pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Commune de Saint Louis avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

## **1. Réserves**

- de nombreuses incohérences ont été identifiées entre les dates de saisine des candidats, les dates d'établissement des offres, les dates limites de dépôt des offres... Ce constat a été fait sur plusieurs demandes de renseignements et de prix qui ont été organisées pour régulariser des marchés déjà attribués, en cours d'exécution ou exécutés... Il s'agit d'une pratique contraire aux dispositions de l'article 44 du Code des Obligations de l'Administration (exemple du marché relatif à la construction de bancs de touche pour lequel certaines offres sont antérieures à la saisine des fournisseurs short – listés et celle de l'attributaire postérieure à la date limite de dépôt des offres, le même constat a été fait sur le marché relatif à la confection des tenues de plage pour les 350 ans de Saint - Louis);
- des indices concordants de collusion entre fournisseurs ou de simulation d'offres ont été identifiés sur la demande de renseignements et de prix relative à l'achat de tickets de perception; lesdits fournisseurs établissent des factures pro forma préparées par la même source au regard de leur présentation et des mêmes erreurs matérielles qui y figurent ;
- le contrôle de l'exécution physique des travaux de réhabilitation du garage municipal et de construction du logement du gardien a permis de constater qu'une partie des travaux prévus n'a pas été exécutée; nous n'avons par ailleurs obtenu aucune information sur l'exécution financière de cette opération pour pouvoir nous prononcer sur l'adéquation des règlements effectués comparés au niveau d'exécution physique.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de notre mission**

- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par la Commune de Saint Louis ;
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP ;
- les dossiers d'appel à la concurrence et les offres des soumissionnaires de marchés estimés à 25 622 958 F CFA et figurant dans l'état d'exécution du PPM n'ont pas été mis à notre disposition; ce faisant, les procédures de vérification propres à nous permettre de nous prononcer n'ont pu être mises en œuvre laissant subsister une incertitude sur leur conformité au CMP.

Au regard des nombreuses anomalies constatées sur les marchés revus, notre avis est que, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

	<b>SOMMAIRE</b>	<b>Pages</b>
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	12
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	14
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	16
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	20
2.1	Contexte de l'intervention	21
2.2	Objectifs de la mission	22
2.2.1	Objectifs généraux	22
2.2.2	Objectifs spécifiques	22
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	23
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	25
3	Approche méthodologique	27
3.1	Phase 1 Revue approfondie des textes de référence	28
3.2	Phase 2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	29
3.3	Phase 3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	30
3.3.1	Module 1 Audit de la préparation des marchés	31
3.3.2	Module 2 Audit de la gestion de l'attribution	32
3.3.3	Module 3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	33
4	Résultats des travaux	34
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	35
4.1.1	Commission des marchés	35
4.1.2	Cellule de passation des marchés	35
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	36
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	36
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	36
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	36
4.1.5	Rappel des seuils applicables à la commune de Saint Louis	36
4.2	Examen des marchés	37
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	37
4.2.2	Marchés conclus par Entente Directe	39
4.2.2	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	40

## **Liste des abréviations et sigles**

AC	Autorité Contractante
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
H TVA	Hors Taxe sur la Valeur Ajoutée
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable du Marché
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

Les offres de deux soumissionnaires pour la DRP relative à l'acquisition du matériel de fonctionnement de l'IDEN de Saint – Louis (IBRAHIMA NIANG et ECOA) ne figurent pas dans le dossier qui nous a été transmis quand bien même il est mentionné dans le « procès verbal d'ouverture et d'adjudication » que ces fournisseurs ont bien déposé leurs offres et que ces dernières ont été évaluées. Cette carence documentaire est une illustration des déficiences dans le système de classement et d'archivage des documents de passation des marchés qui ont engendré des limitations importantes à l'étendue de nos travaux.

De nombreuses incohérences ont été notées dans les dates d'établissement des différents documents de passation des marchés qui traduisent la régularisation de marchés déjà attribués, en cours d'exécution ou déjà exécutés au moment où la procédure de sélection est en cours. Lesdites procédures sont dès lors organisées pour habiller des non-conformités aux textes qui régissent les marchés publics.

xxx

Hormis le contrat relatif à la réhabilitation du garage municipal et à la construction de la chambre du gardien, aucun autre document de passation des marchés ne figure dans le dossier qui nous a été remis (lettre de saisine, offres de soumissionnaires, procès verbal d'ouverture, rapport d'évaluation, procès verbal d'attribution, procès verbal de réception technique, pièces de règlements....). Par ailleurs, le contrôle de matérialité des travaux que nous avons effectué sur le site a permis de constater que certains travaux prévus dans le contrat n'ont pas été exécutés. C'est le cas de la réfection de la toiture du hangar qui n'a pas été réalisée alors qu'elle est cotée dans le contrat 984 200 F CFA H TVA, de l'application de la peinture à huile qui n'a pas non plus été intégralement faite sur la menuiserie métallique, de la maçonnerie en aggloms creux qui n'a été réalisée que sur une surface réelle de 42 M<sup>2</sup> plutôt que sur les 84 M<sup>2</sup> facturés 403 200 F CFA H TVA soit un surcoût estimé à 201 600 F CFA H TVA. Cette situation montre que les services techniques municipaux, maîtres d'œuvre de l'activité aux termes de l'article 5 du contrat ne se sont pas acquittés convenablement de leur mission. Le cumul des fonctions du Secrétaire Municipal qui est membre de la Commission des Marchés, Responsable de la Cellule de Passation des Marchés, membre de la Commission Technique de Réception des Travaux et Directeur par



intérim des Services Techniques Municipaux est susceptible d'accroître le risque de non détection des anomalies sur l'exécution de ce marché.

xxx

Les factures pro forma produites par ASET, ERPI et SEPT PLUS relatives à la confection des bancs de touche datent respectivement des 11, 13 et 17 octobre 2009 bien avant l'émission de la DRP qui date du 23 octobre 2009. Quant à la facture pro forma de l'attributaire ISOLSTAR, elle date du 13 novembre 2009 soit 3 jours après la date limite de dépôt des offres mentionnée dans la DRP. Ces incohérences dans les dates pré – citées sont l'illustration du manque de transparence d'une procédure de sélection non conforme au CMP.

Le procès verbal de dépouillement des offres qui figure dans le dossier de passation n'est pas signé par les membres de la Commission des Marchés.

Aucune des offres reçues ne comprenait le plan d'exécution des ouvrages expressément demandé dans la DRP. La Commission des Marchés a de ce fait attribué le marché sans avoir le modèle de l'ouvrage qui sera réalisé.

xxx

Les factures pro forma produites par SEGUICOM, AMD GRAPHIC et FUTURA, soumissionnaires au marché relatif à la confection de tenues de plage datent respectivement des 4 et 5 août 2009 soit 4 et 5 jours après la date limite de dépôt des offres mentionnée dans la DRP (31 juillet 2009). Ces incohérences dans les dates pré – citées sont l'illustration du manque de transparence d'une procédure de sélection non conforme au CMP.

## SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller au classement et à l'archivage correct des dossiers de passation des marchés de manière à en faciliter le contrôle ex post.

Veiller au traitement équilibré des candidats et à l'application rigoureuse des dispositions du cahier des charges relativement au respect des délais limite de dépôt des offres. Ne pas ouvrir les offres parvenues hors délai.

Veiller à une correcte séparation des fonctions de manière à assurer un contrôle croisé des opérations.

xxx

Veiller à organiser des consultations en bonne et due forme et au classement des documents de passation des marchés conformément aux recommandations de l'ARMP en la matière.

La Commission Technique de Réception des Travaux instituée par arrêté N° 7 du Maire de Saint Louis en date du 30 avril 2009 doit veiller à l'exécution des travaux conformément aux normes prévues ; ce contrôle de l'exécution physique doit être matérialisé par un procès verbal en bonne et due forme consignait au besoin les éventuelles réserves. Par ailleurs, une retenue de garantie doit être constituée dès lors que le contrat prévoit une période de garantie de six mois après la réception provisoire.

Veiller à une bonne séparation des fonctions qui est le gage d'un contrôle réciproque mieux à même d'identifier les éventuels dysfonctionnements et d'y remédier dans les délais requis.

xxx

Se conformer aux dispositions de l'article 44 du COA et éviter de conclure des marchés de régularisation.

Les critères de recevabilité des offres doivent être vérifiés avant l'examen et l'évaluation des offres.

## **1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
La documentation relative à l'exécution financière n'a pas été mise à notre disposition
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

Le contrôle de matérialité des travaux que nous avons effectué sur le site de la Direction des Services Techniques a permis de constater que certains travaux prévus dans le contrat d'aménagement et de réhabilitation dudit site n'ont pas été exécutés. C'est le cas de la réfection de la toiture du hangar qui n'a pas été réalisée alors qu'elle est cotée dans le contrat 984 200 F CFA H TVA, de l'application de la peinture à huile qui n'a pas non plus été intégralement faite sur la menuiserie métallique, de la maçonnerie en agglos creux qui n'a été réalisée que sur une surface réelle de 42 M<sup>2</sup> plutôt que sur les 84 M<sup>2</sup> facturés 403 200 F CFA H TVA soit un surcoût estimé à 201 600 F CFA H TVA. Cette situation montre que les services techniques municipaux maîtres d'œuvre de l'activité aux termes de l'article 5 du contrat ne se sont pas acquittés convenablement de leur mission. Le cumul des fonctions du Secrétaire Municipal qui est membre de la Commission des Marchés, Responsable de la Cellule de Passation des Marchés, membre de la Commission Technique de Réception des Travaux et Directeur par intérim des Services Techniques Municipaux est susceptible d'accroître le risque de non détection des anomalies sur l'exécution de ce marché.

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

La Commission Technique de Réception des Travaux instituée par arrêté N° 7 du Maire de Saint Louis en date du 30 avril 2009 doit veiller à l'exécution des travaux conformément aux normes prévues ; ce contrôle de l'exécution physique doit être matérialisé par un procès verbal en bonne et due forme consignait au besoin les éventuelles réserves. Par ailleurs, une retenue de garantie doit être constituée dès lors que le contrat prévoit une période de garantie de six mois après la réception provisoire.

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

**TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Description	DRP	DRP	DRP	DRP	DRP	DRP	DRP	DRP
<b>Nature</b>	<b>Matériel de fonctionnement pour l'IDEN</b>	<b>Réhabilitation du garage municipal et construction du logement du gardien</b>	<b>Confection et pose de bancs de touche</b>	<b>Achat de tenues de plage et tee shirts personnalisés</b>	<b>Fourniture et pose de deux miradors</b>	<b>Achat de tickets de perception</b>	<b>Achat d'imprimés et de registres</b>	<b>Achat de fournitures de bureau</b>
<b>Attributaires</b>	<b>GIE BALLY</b>	<b>DIAMA THIELLOU</b>	<b>ISOLSTAR</b>	<b>FUTURA</b>	<b>DENERAL INDUSTRIES</b>	<b>IPF</b>	<b>AMADOU FALL YARE</b>	<b>DIAMA THIELLOU</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>4 275 730</b>	<b>6 907 754</b>	<b>3 673 950</b>	<b>3 508 730</b>	<b>4 284 184</b>	<b>6 797 390</b>	<b>3 674 500</b>	<b>9 869 520</b>
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	✓		✓	✓		✓		
Convocations des membres de la Commission des Marchés non versées aux dossiers de passation en violation de l'article 39 du NCMP	✓	✓	✓					
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation			✓	✓		✓		
Non respect des dispositions du cahier des charges dans le processus d'évaluation en violation de l'article 59 du NCMP			✓		✓			
Violation des dispositions relatives à l'article 63 du NCMP portant sur les	✓							



délais et modes de présentation des offres et des candidatures								
Violation des dispositions de l'article 67 – 4 relatif à l'information des soumissionnaires au regard de la transmission des procès verbaux d'ouverture et de la notification du rejet de leurs offres		✓	✓					
Violation des dispositions relatives à l'article 68 du NCMP portant sur la recevabilité des offres	✓		✓	✓				
Violation de l'article 70 du NCMP sur l'attribution au moins disant					✓			
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe		✓	✓					
Violation des dispositions de l'article 81 sur les différents procès verbaux à établir			✓	✓	✓			
Violation des dispositions relatives à l'article 85 du NCMP portant sur la publicité de l'attribution et information des candidats			✓	✓				
Violation de l'article 112 NCMP sur les garanties de bonne exécution		✓						
Violation de l'article 132 NCMP sur les pénalités de retard		✓						

Violation de l'article 133 NCMP sur les substitutions d'entreprises					✓	✓	✓	✓
---	--	--	--	--	---	---	---	---

## **SECTION 2**

### **CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et le capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### **2.2.3 Etendue des travaux à effectuer**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

**a) en début de mission, à la sélectionner d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés, ....
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

## **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les risques éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent seront soumis sur support informatique.



Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### **3. APPROCHE METHODOLOGIQUE**

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### **3.1 PHASE N° 1 : REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE**

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;

- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique.
- loi 96 - 06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;
- loi 96 - 07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;
- loi n° 96-09 du 22 mars 1996 fixant l'organisation administrative et financière de la commune d'arrondissement et ses rapports avec la ville ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1er février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement.
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- .....

### **3.2 PHASE N° 2 : ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Commune de Saint Louis pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;

- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 : VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,

- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci - après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE 1 : AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),

- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification)
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO),

### 3.3.2 MODULE N° 2 : AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,

- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### 3.3.3 MODULE N° 3 : AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.



## **SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés de la Commune de Saint Louis qui est compétente pour les opérations de passation des marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés.

L'arrêté N° 10 de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) a été pris en date du 30 avril 2009 ; un second arrêté rectificatif N° 30 modifiant la composition de la CM a par la suite été pris le 15 juillet 2009. Ainsi, la Commission des Marchés pouvait siéger et statuer sur les dossiers de passation des marchés dès lors que les conditions de quorum étaient remplies.

La mission a relevé que la Commission des Marchés n'a pas observé le formalisme requis pour la convocation de ses membres tout comme elle ne s'acquitte pas de son obligation d'informations des soumissionnaires notamment par la transmission des procès verbaux d'ouverture aux soumissionnaires ou l'information des soumissionnaires non retenus au terme des procédures de sélection Nous relevons également que la Commission des Marchés n'a pas préparé son rapport annuel pour faire la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 30 avril 2009; un second arrêté rectificatif N° 31 a été pris le 15 juillet 2009 qui confirme la composition de la Cellule de Passation des Marchés et nomme un rapporteur de ladite cellule.

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas produit de rapports trimestriels comme stipulé dans le CMP et nous n'avons par ailleurs pas trouvé dans les dossiers de passation des marchés les documents relatifs à la transmission des procès verbaux d'ouverture aux soumissionnaires

#### **4.1.3 CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES**

Les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics par les membres et suppléants de la CM et de la CPM ne nous ont pas été transmises.

Nous n'avons pas a fortiori obtenu la preuve de la transmission à la DCMP et à l'ARMP des arrêtés portant création des organes de la passation des marchés (Commission des Marchés, Cellule de Passation des Marchés ) et de nomination de leurs membres et suppléants ainsi que des attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics. Notons qu'au regard de leurs dates d'établissement, leur transmission aux organes de contrôle et de régulation n'aurait pas pu se faire dans les délais requis.

#### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du plan de passation des marchés de la Commune de Saint Louis, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

##### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

La Plan de Passation des Marchés qui comprend quinze appels d'offres a été confectionné dans le format requis et a été transmis à la DCMP le 19 mai 2009 alors qu'il aurait dû l'être au plus tard le 31 décembre 2008.

##### **4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

Nous n'avons pas obtenu l'Avis Général de Passation des Marchés de la Commune de Saint Louis et n'avons a fortiori aucune justification de la publicité dudit AGPM. Rappelons que cet AGPM doit être publié au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### **4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE SAINT LOUIS**

Les seuils de passation, de contrôle préalable, de garantie sont résumés dans le tableau récapitulatif ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE SAINT LOUIS EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil contrôle DCMP DAC sur	Seuil contrôle DCMP Rapport d'évaluation sur	Seuil contrôle DCMP Contrat sur	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	>=60	>=35
Fournitures et services	15	150	40	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	>=35

**TABLEAU DE SYNTHESES DES SEUILS ET AUTORITES D'APPROBATION EN VERTU DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Les conditions d'approbation des marchés de la Commune de Saint - Louis s'établissent comme suit :

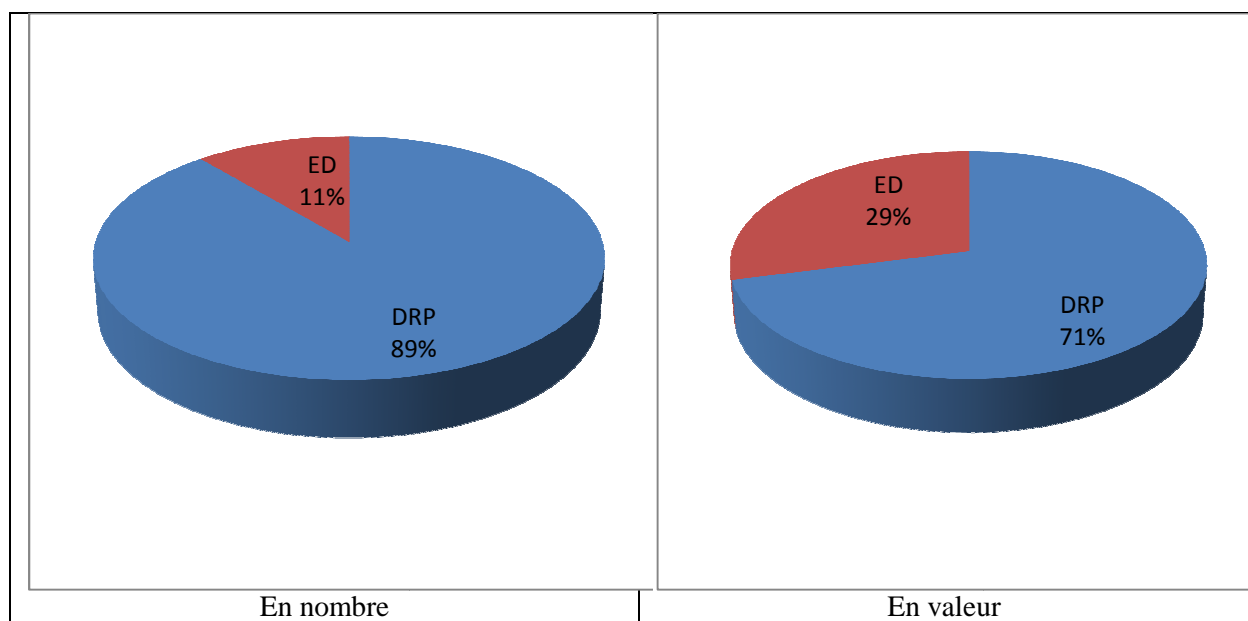
Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
montant du marché est inférieur à 15 000 000 F CFA	Président de la Communauté Rurale
montant du marché est supérieur ou égal à 15 000 000 F CFA et inférieur à 150 000 000 F CFA	Représentant de l'Etat (Préfet)
montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT

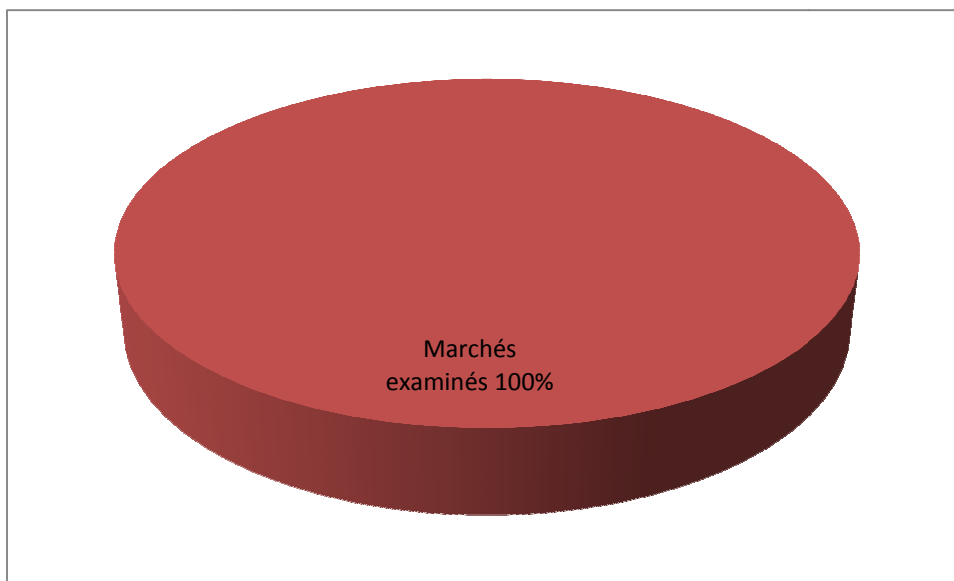
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)						
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	8	42 991 738	8	42 991 738	100%	100%
Entente directe (ED)	1	17 556 000	1	17 556 000	100%	100%
Avenant						
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>	<b>60 547 738</b>	<b>9</b>	<b>60 547 738</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

La répartition des marchés passés et revus se présente comme suit :



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation :



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**

#### 4.2.2 MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE

<b>ENTENTE DIRECTE AUTORISEE ACHAT DE MEDICAMENTS POUR LE DISTRICT SANITAIRE DE SAINT LOUIS 17 556 000 F CFA</b>	
Date de saisine de la DCMP	24 juin 2009
Date autorisation DCMP	20 août 2009
Date d'approbation du contrat	31 août 2009
Attributaire	PRA
Montant du marché en F CFA TTC	17 556 000
<b>Constat</b>	<p>Une requête aux fins d'autorisation d'achat de médicaments par entente directe a été formulée et adressée à la DCMP le 24 juin 2009. Cette dernière a accordé cette autorisation le 20 août 2009 sur la base des arrêtés ministériels N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires, N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels et en application de l'alinéa 1 b de l'article 76 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP.</p> <p>La charge a été correctement enregistrée dans le compte administratif (Service 451 Santé Hygiène Compte 610) pour le montant engagé et payé en 2009.</p> <p>A l'exception de la clause de contrôle des coûts de revient qui ne figure pas dans le contrat et qui a fortiori n'a pas donné lieu à la transmission d'informations financières aux fins de contrôle, l'examen de cette transaction n'a révélé aucune anomalie significative.</p>
<b>Recommandations</b>	Se conformer aux dispositions de l'article 75 du CMP relatif au contrôle des prix de revient et veiller au-delà de sa formulation dans les clauses du contrat à sa mise en œuvre effective.

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR DRP

<b>DRP N°1 ACHAT DE MATERIEL DE FONCTIONNEMENT POUR L'IDEN DE SAINT LOUIS</b>	
Date de saisine des fournisseurs	Non indiquée
Date de dépôt des offres	1 <sup>er</sup> juillet 2009
Fournisseurs consultés	GIE BALY, IBRAHIMA NIANG, ETS BAYE DAME SECK, ESE, MOUHAMADOU M GAYE, ECOA
Nombre d'offres reçues	5
Date d'attribution	16 juillet 2009
Date de souscription du contrat	8 novembre 2009
Date d'approbation par le sous préfet	préfet 13 novembre 2009
Attributaire	GIE BALY
Montant du marché en F CFA TTC	4 275 730
<b>Non conformités</b>	<p>Les offres de deux soumissionnaires (IBRAHIMA NIANG et ECOA) ne figurent pas dans le dossier qui nous a été transmis quand bien même il est mentionné dans le « procès verbal d'ouverture et d'adjudication » qu'ils ont bien déposé leurs offres et que ces dernières ont été évaluées.</p> <p>L'offre du GIE BALY, attributaire du marché est datée du 06 juillet 2009 soient cinq jours après la date limite de dépôt des offres sans qu'une preuve de notification de la prorogation de la date limite de dépôt des offres ne nous soit fournie. Il s'agit d'une offre irrecevable qui n'aurait pas dû être ouverte et a fortiori évaluée pour finalement être l'attributaire du marché (article 68 du CMP).</p> <p>Le bon de commande non numéroté et non daté mentionne l'imputation de l'opération sur le chapitre 641 Article 6 490 pour un montant de 4 275 730 F CFA correspondant au montant du</p>



	<p>marché.</p> <p>Le bordereau de livraison et le procès verbal de réception ne sont pas non plus datés.</p> <p>Nous notons que le Secrétaire Municipal est membre aussi bien de la Commission des Marchés que de la Commission de Réception ; ce cumul n'est pas de nature à garantir la transparence des opérations.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au classement et l'archivage correct des dossiers de passation des marchés de manière à en faciliter le contrôle ex post.</p> <p>Veiller au traitement équilibré des candidats et à l'application rigoureuse des dispositions du cahier des charges relativement au respect des délais limite de dépôt des offres. Ne pas ouvrir les offres parvenues hors délai.</p> <p>Veiller à une correcte séparation des fonctions de manière à assurer un contrôle croisé des opérations.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

**DRP N° 2 REHABILITATION DU GARAGE MUNICIPAL ET CONSTRUCTION DU LOGEMENT DU GARDIEN**

Date de saisine des fournisseurs	Non communiquée
Date de dépôt des offres	Non communiquée
Délai de préparation des offres	Non communiqué
Fournisseurs consultés	Non communiqués
Nombre d'offres reçues	Non communiqué
Date d'attribution	Non communiquée
Date d'approbation	2 janvier 2009
Attributaire	DIAMA THIELLOU
Montant du marché en F CFA TTC	6 907 754
<b>Non conformités</b>	<p>Hormis le contrat, aucun autre document de passation des marchés ne figure dans le dossier qui nous a été remis (lettre de saisine, offres de soumissionnaires, procès verbal d'ouverture, rapport d'évaluation, procès verbal d'attribution, procès verbal de réception technique, pièces de règlements....).</p> <p>Le contrôle de matérialité des travaux effectué sur site a permis de constater que certains travaux prévus dans le contrat n'ont pas été exécutés : c'est le cas de la réfection de la toiture du hangar qui n'a pas été réalisée alors qu'elle est cotée dans le contrat 984 200 F CFA H TVA, de l'application de la peinture à huile qui n'a pas non plus été intégralement faite sur la menuiserie métallique, de la maçonnerie en agglos creux qui n'a été réalisée que sur une surface réelle de 42 M<sup>2</sup> plutôt que sur les 84 M<sup>2</sup> facturés 403 200 F CFA H TVA soit un surcoût estimé à 201 600 F CFA H TVA. Cette situation montre que les services techniques municipaux, maitres d'œuvre de l'activité aux termes de l'article 5 du contrat ne se sont pas acquittés convenablement de leur mission. Le cumul des fonctions du Secrétaire Municipal qui est membre de la Commission des Marchés, Responsable de la Cellule de Passation des Marchés, membre de la Commission Technique de Réception des Travaux et Directeur</p>

	<p>par intérim des Services Techniques Municipaux est susceptible d'accroître le risque de non détection des anomalies sur l'exécution de ce marché.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à organiser des consultations en bonne et due forme et au classement des documents de passation des marchés conformément aux recommandations de l'ARMP en la matière.</p> <p>La Commission Technique de Réception des Travaux instituée par arrêté N° 7 du Maire de Saint Louis en date du 30 avril 2009 doit veiller à l'exécution des travaux conformément aux normes prévues. Ce contrôle de l'exécution physique doit être matérialisé par un procès verbal en bonne et due forme consignant au besoin les éventuelles réserves. Par ailleurs, une retenue de garantie doit être constituée dès lors que le contrat prévoit une période de garantie de six mois après la réception provisoire.</p> <p>Veiller à une bonne séparation des fonctions gage d'un contrôle réciproque mieux à même d'identifier les dysfonctionnements.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>Sur les carences municipales soulevées relatives au contrôle de l'exécution physique des travaux de réhabilitation du garage municipal et la construction du logement du gardien.</b></p> <p>Ce cas de figure révèle toute la délicatesse des liens de l'équipe municipale actuelle avec l'équipe sortante, car en ma qualité de nouveau Maire de Saint-Louis fraîchement installé, j'avais à cœur, un peu à mon corps défendant, de ne pas amener l'opinion publique par le grand bruit inutile qu'auraient suscité des opérations d'audit ou de contrôle des chantiers ouverts par mon prédécesseur, lesquelles pourraient très rapidement se révéler des sources de crispation voire de confrontation politique ouverte très peu propices au climat de sérénité dont nous avons besoin pour prendre nos marques et tracer les sillons de notre action pour les années à venir.</p>

	<p><b>Sur le cumul des fonctions tant décrié au niveau du Secrétaire Municipal en poste en 2009.</b></p> <p>Il convient de préciser là qu'il n'est guère difficile d'admettre avec raison l'inopportunité de la décision du Maire de l'équipe sortante de confier au Secrétaire Municipal d'alors, l'intérim du Directeur des Services Techniques Municipaux.</p> <p>Pour le reste, il n'y a rien à redire sur le fait observable un peu partout et expressément prévu par les textes en vigueur, qu'un secrétaire municipal siège à la commission des marchés, à la cellule de passation et prenne une part active dans les travaux de la commission technique de réception des travaux ou de fournitures.</p> <p>Par ailleurs cela participe d'une bonne politique administrative et la coordination des activités de l'institution, car s'il joue le jeu de la rigueur et déploie ses efforts d'investigation, il est en principe le mieux placé pour aider à la détection des anomalies dans l'exécution des marchés publics en sa qualité de chef des services municipaux dans leur ensemble.</p> <p>Il constitue, à côté du Maire, un maillon incontestable dans la gestion des dépenses et le suivi des paiements. Il est donc, dans la pratique, un acteur clé suffisamment outillé pour superviser les marchés conclus par l'autorité municipale au plan technique et financier.</p>
<p><b>Appréciation du Consultant</b></p>	<p>Nous maintenons nos réserves et observations formulées dans notre rapport provisoire relativement à cette opération</p>

<b>DRP N° 4 CONFECTION ET POSE DE DEUX BANCS DE TOUCHE POUR LA COMMUNE</b>	
Date de saisine des fournisseurs	23 octobre 2009
Date de dépôt des offres	10 novembre 2009
Délai de préparation des offres	18 jours
Fournisseurs consultés	ISOLSTAR, SEPT PLUS SARL, EGBN, ASET, ERPI
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	ISOLSTAR
Montant du marché en F CFA TTC	3 673 950
<b>Non conformités</b>	<p>Les factures pro forma produites par ASET, ERPI et SEPT PLUS datent respectivement des 11, 13 et 17 octobre 2009 bien avant l'émission de la DRP qui date du 23 octobre 2009. Quant à la facture pro forma de l'attributaire ISOLSTAR, elle date du 13 novembre 2009 soit 3 jours après la date limite de dépôt des offres mentionnée dans la DRP. Ces incohérences dans les dates pré – citées sont l'illustration du manque de transparence d'une procédure de sélection non conforme au CMP.</p> <p>Le procès verbal de dépouillement des offres qui figure dans le dossier de passation n'est pas signé par les membres de la Commission des Marchés.</p> <p>Aucune des offres reçues ne comprenait le plan d'exécution des ouvrages expressément demandé dans la DRP. La Commission des Marchés a de ce fait, attribué le marché sans avoir le modèle de l'ouvrage qui sera réalisé.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 44 du COA et éviter de conclure des marchés de régularisation ;</p> <p>Les critères de recevabilité des offres doivent être vérifiés avant l'examen et l'évaluation des offres</p>

	(article 68 CMP).
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p><b>1. Sur les incohérences identifiées entre les dates de saisine des candidats et les dates d'établissement des offres, les dates limites de dépôt des offres, en particulier s'agissant d'ISOLSTAR et FUTURA.</b></p> <p>Ce qui s'est passé avec ISOLSTAR et FUTURA est l'illustration de la situation paradoxale dans laquelle s'est retrouvée la nouvelle équipe municipale qui a hérité d'une commune exsangue, au rouge depuis fort longtemps, où il n'était plus possible de songer, un seul instant, à faire financer des projets nouveaux, surtout urgents, par les fournisseurs et entrepreneurs locaux occupés d'abord et avant tout à obtenir le règlement de la masse inconsiderée de factures arriérées détenues sur la Commune.</p> <p>Le service de cette dette immédiatement exigible s'est révélé si insoutenable que nous avons été forcés de faire appel à des appuis de Dakar pour préfinancer ces acquisitions urgentes qui ne pouvaient plus être différées au regard du contexte dans lequel l'autorité municipale avait été amenée à prendre de tels engagements.</p> <p>Il s'agit de la confection des bancs de touche et des tenues de plage à l'occasion de la célébration des 350 ans de Saint-Louis.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous maintenons nos observations et réserves formulées dans le rapport provisoire

<b>CONFECTION DE TENUES DE PLAGE ET TEE SHIRTS PERSONALISES – 350 ANS DE SAINT LOUIS</b>	
Date de saisine des fournisseurs	16 juillet 2009
Date de dépôt des offres	31 juillet 2009
Délai de préparation des offres	15 jours
Fournisseurs consultés	FUTURA, PUBLICOLOR, SEGUICOM, AMD GRAPHIC et GRAFIKA
Nombre d’offres reçues	5
Date d’attribution	31 juillet 2009
Attributaire	FUTURA
Montant du marché en F CFA TTC	3 508 730
<b>Non conformités</b>	<p>Les factures pro forma produites par SEGUICOM, AMD GRAPHIC et FUTURA datent respectivement des 4 et 5 août 2009 soit 4 et 5 jours après la date limite de dépôt des offres mentionnée dans la DRP (31 juillet 2009). Ces incohérences dans les dates pré – citées sont l’illustration du manque de transparence d’une procédure de sélection non conforme au CMP.</p> <p>Le procès verbal de dépouillement des offres porte la signature du Président de la Commission des Marchés et d’un membre représentant le Receveur Municipal ; il n’aurait donc pas été préparé par la Cellule de Passation des Marchés qui assure le secrétariat de la Commission des Marchés.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l’article 44 du COA et éviter de conclure des marchés de régularisation ;</p> <p>La Cellule de Passation des Marchés doit accomplir ses missions auprès de la Commission des Marchés</p>
<b>Commentaires de l’Autorité</b>	

<b>Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>FOURNITURE ET POSE DE DEUX (2) MIRADORS DE SURVEILLANCE DE PLAGE</b>	
Attributaire	GENERAL INDUSTRIES
Montant du marché en F CFA TTC	4 284 184
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier qui nous a été transmis ne comprend que le contrat N° 005/11/09 en date du 28 juillet 2009 entre la Commune de Saint Louis et l'Entreprise Général Industries. Les documents d'appels à la concurrence et les offres des soumissionnaires n'ont pas été mis à notre disposition pour nous permettre de vérifier la correcte mise en œuvre des procédures de concurrence, l'exactitude des informations reportées dans le procès verbal d'ouverture et la justification réelle du choix de l'attributaire désigné. Nous n'avons pas non plus obtenu les informations sur l'exécution financière. Ces limitations font subsister une incertitude sur la conformité de la procédure de sélection au CMP et sur l'exécution financière conforme au contrat.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Apporter la preuve de la mise en concurrence des fournisseurs pour la sélection du prestataire ;</p> <p>Veiller à classer les documents de passation des marchés conformément aux instructions de l'ARMP</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP POUR L'ACHAT DE TICKETS DE PERCEPTION</b>	
Date de saisine des fournisseurs	11 novembre 2009
Date de dépôt des offres	26 novembre 2009
Délai de préparation des offres	15 jours
Fournisseurs consultés	IPF, ECATD, GIE KEUR TACKO, LA SENEGALAISE DE COMMERCE GENERAL, ETS ABCD
Nombre d'offres reçues	5
Attributaire	IPF
Montant du marché en F CFA TTC	6 797 390
<b>Non conformités</b>	<p>L'examen des offres a permis de noter des similitudes entre la présentation des offres de E C A T D et des ETABLISSEMENTS A B C D. A cette anomalie, s'ajoute la même faute dans l'orthographe du mot QUITTANCIER écrit QUITTANCER dans les offres des cinq soumissionnaires. Ces constats laissent penser que les offres proviennent de la même source.</p> <p>Le contrôle de l'exécution a permis de noter que deux factures de montants respectifs 875 560 F CFA et 451 350 F CFA ont été émises par IPF en date du 2 novembre 2009 et du 9 novembre 2009 soit avant la saisine des candidats. La consultation serait par conséquent lancée pour régulariser un marché en cours d'exécution ce qui constitue une infraction à l'article 44 du COA. Nous notons par ailleurs que le procès verbal de réception n'est pas daté.</p>
<b>Recommandations</b>	Bannir la régularisation de marchés déjà exécutés ou en cours d'exécution.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>Description</b>	<b>Achat de produits d'entretien</b>	<b>Achat d'imprimés et de registres</b>	<b>Achat de fournitures de bureau</b>
<b>Attributaires</b>	GIE BALACOSS	AMADOU FALL YARE	DIAMA THIELLOU
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	889.000	3 674 500	9 869 520
<b>Non Conformités</b>	<p>Le dossiers de passation des marchés qui nous ont été remis comprennent, outre le procès verbal d'ouverture, une copie des contrats entre les attributaires et la Commune de Saint Louis pour un montant global de 14 433 020 F CFA TTC.</p> <p>Les documents d'appels à la concurrence et les offres des soumissionnaires n'ont pas été mis à notre disposition pour nous permettre de vérifier la correcte mise en œuvre des procédures de concurrence, l'exactitude des informations reportées dans le procès verbal d'ouverture et la justification réelle du choix des attributaires. Nous n'avons pas non plus obtenu les informations sur l'exécution financière. Ces limitations à l'étendue de nos travaux font subsister une incertitude sur la conformité de la procédure de sélection au CMP et sur l'exécution financière conforme aux contrats.</p>		
<b>Recommandations</b>	<p>Apporter la preuve de la mise en concurrence des fournisseurs pour la sélection des attributaires ;</p> <p>Veiller à classer les documents de passation des marchés conformément aux instructions de l'ARMP.</p>		
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>			
<b>Appréciation du Consultant</b>			

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 février 2011

**A Monsieur le Maire de la  
Commune de Saint - Louis  
(Commune de Saint-Louis)**

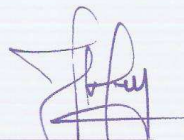
**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

**Monsieur le Maire,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires au plus tard dans les dix jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Maire**, l'expression de notre parfaite considération.



**Ibra Guéye**

**Associé  
B. S. C.**

**Business System Consulting Group**  
12, Rue du Docteur THEZE  
Dakar 11 72 - Fax: 822 95 03  
BP 11616 - DAKAR SENEGAL  
Email: bsc@arc.sn

Vu le 24/02/2011



## **ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**





## Commune de Saint-Louis

00000151

Saint-Louis 07 MARS 2011

### Le Maire

A  
Monsieur le Directeur du Cabinet BSC  
Business System Consulting Group  
12 rue Saint Michel BP 11 616  
Dakar

#### **Objet: Observations sur Rapport provisoire**

Monsieur le Directeur,

La lecture attentive du rapport provisoire portant revue indépendante de la conformité de la passation des marchés conclus par la Commune de Saint-Louis au titre de la gestion 2009 appelle de notre part les observations et précisions résumées dans les pages suivantes.

Celles-ci sont répertoriées d'abord par référence aux réserves émises par les membres de l'équipe de vérificateurs et ensuite au regard des limitations déplorées par ces derniers et qui ont eu pour effet de restreindre l'étendue de leurs travaux en plus des autres domaines d'incertitudes subsistant à leurs yeux à l'issue de la mission.

- 1. Sur les manquements constatés dans la DRP relative à l'acquisition du matériel de fonctionnement de l'IDEN de Saint-Louis et sur les indices concordants de collusion entre donneur d'ordre et fournisseurs dans la DRP pour l'achat de tickets de perception.**

Ces situations procèdent de la mise en pratique d'une règle non écrite observée jusqu'ici par la plupart des Maires de Commune et consistant à écarter, dans un souci de préserver une qualité de relation avec les concernés, les textes applicables en l'espèce, pour laisser le champ libre au Trésor et aux autres Services Déconcentrés de l'Etat à compétences transférées aussi bien pour déterminer seuls leurs choix d'engagement de dépenses à l'intérieur des répartitions de crédits faites au niveau central que pour organiser, souverainement, à leur niveau suivant les modalités qui leur sont propres, la passation de leurs marchés.

**2. Sur les carences municipales soulevées relatives au contrôle de l'exécution physique des travaux de réhabilitation du garage municipal et la construction du logement du gardien.**

Ce cas de figure révèle toute la délicatesse des liens de l'équipe municipale actuelle avec l'équipe sortante, car en ma qualité de nouveau Maire de Saint-Louis fraîchement installé, j'avais à cœur, un peu à mon corps défendant, de ne pas ameuter l'opinion publique par le grand bruit inutile qu'auraient suscité des opérations d'audit ou de contrôle des chantiers ouverts par mon prédécesseur, lesquelles pourraient très rapidement se révéler des sources de crispation voire de confrontation politique ouverte très peu propices au climat de sérénité dont nous avons besoin pour prendre nos marques et tracer les sillons de notre action pour les années à venir.

**3. Sur les raisons véritables de l'impossibilité dans laquelle nous nous sommes retrouvés, mes collaborateurs et moi, de mettre à la disposition des vérificateurs la documentation relative aux marchés conclus et exécutés.**

La non disponibilité des plans d'exécution des ouvrages pourtant expressément demandés dans la DRP au passage de l'équipe et plus généralement la documentation relative à l'exécution financière s'explique encore une fois par les carences documentaires engendrées par le départ subit et non assorti d'un remplacement immédiat de tous les anciens collaborateurs du Maire sortant à savoir, le Directeur Administratif et Financier, le Directeur des Services Techniques Municipaux, le Secrétaire Municipal et le Directeur de l'ADC quasiment tous à la fois.

Un telle saignée de cadres a comme délit le dispositif organisationnel de l'Administration Municipale qui a souffert en plus du refus des uns et des autres de se soumettre à la procédure de passation de service avec des remplaçants arrivés après plusieurs mois compte tenu des difficultés rencontrées pour obtenir leur mise à disposition dans le cas des fonctionnaires affectés ou leur recrutement dans les autres cas.

C'est cette rupture brutale et prolongée dans le système de classement et d'archivage des documents administratifs qui a engendré la perte d'une bonne partie des documents de passation des marchés.

Il s'y ajoute l'impact négatif du ramassage à grande échelle de documents financiers essentiels par les missions de l'ADM et de la Cour des Comptes dans la période qui précède l'arrivée de l'équipe de vérificateurs et qui n'étaient pas restitués à la Commune au passage de cette dernière à Saint-Louis.



#### **4. Sur le cumul des fonctions tant décrié au niveau du Secrétaire Municipal en poste en 2009.**

Il convient de préciser là qu'il n'est guère difficile d'admettre avec raison l'inopportunité de la décision du Maire de l'équipe sortante de confier au Secrétaire Municipal d'alors, l'intérim du Directeur des Services Techniques Municipaux.

Pour le reste, il n'y a rien à redire sur le fait observable un peu partout et expressément prévu par les textes en vigueur, qu'un secrétaire municipal siège à la commission des marchés, à la cellule de passation et prenne une part active dans les travaux de la commission technique de réception des travaux ou de fournitures.

Par ailleurs cela participe d'une bonne politique administrative et la coordination des activités de l'institution, car s'il joue le jeu de la rigueur et déploie ses efforts d'investigation, il est en principe le mieux placé pour aider à la détection des anomalies dans l'exécution des marchés publics en sa qualité de chef des services municipaux dans leur ensemble.

Il constitue, à côté du Maire, un maillon incontestable dans la gestion des dépenses et le suivi des paiements. Il est donc, dans la pratique, un acteur clé suffisamment outillé pour superviser les marchés conclus par l'autorité municipale au plan technique et financier.

#### **5. Sur les incohérences identifiées entre les dates de saisine des candidats et les dates d'établissement des offres, les dates limites de dépôt des offres, en particulier s'agissant d'ISOLSTAR et FUTURA.**

Ce qui s'est passé avec ISOLSTAR et FUTURA est l'illustration de la situation paradoxale dans laquelle s'est retrouvée la nouvelle équipe municipale qui a hérité d'une commune exsangue, au rouge depuis fort longtemps, où il n'était plus possible de songer, un seul instant, à faire financer des projets nouveaux, surtout urgents, par les fournisseurs et entrepreneurs locaux occupés d'abord et avant tout à obtenir le règlement de la masse inconsiderée de factures arriérées détenues sur la Commune.

Le service de cette dette immédiatement exigible s'est révélé si insoutenable que nous avons été forcés de faire appel à des appuis de Dakar pour préfinancer ces acquisitions urgentes qui ne pouvaient plus être différées au regard du contexte dans lequel l'autorité municipale avait été amenée à prendre de tels engagements.

Il s'agit de la confection des bancs de touche et des tenues de plage à l'occasion de la célébration des 350 ans de Saint-Louis.

#### **4. Sur le cumul des fonctions tant décrié au niveau du Secrétaire Municipal en poste en 2009.**

Il convient de préciser là qu'il n'est guère difficile d'admettre avec raison l'inopportunité de la décision du Maire de l'équipe sortante de confier au Secrétaire Municipal d'alors, l'intérim du Directeur des Services Techniques Municipaux.

Pour le reste, il n'y a rien à redire sur le fait observable un peu partout et expressément prévu par les textes en vigueur, qu'un secrétaire municipal siège à la commission des marchés, à la cellule de passation et prenne une part active dans les travaux de la commission technique de réception des travaux ou de fournitures.

Par ailleurs cela participe d'une bonne politique administrative et la coordination des activités de l'institution, car s'il joue le jeu de la rigueur et déploie ses efforts d'investigation, il est en principe le mieux placé pour aider à la détection des anomalies dans l'exécution des marchés publics en sa qualité de chef des services municipaux dans leur ensemble.

Il constitue, à côté du Maire, un maillon incontestable dans la gestion des dépenses et le suivi des paiements. Il est donc, dans la pratique, un acteur clé suffisamment outillé pour superviser les marchés conclus par l'autorité municipale au plan technique et financier.

#### **5. Sur les incohérences identifiées entre les dates de saisine des candidats et les dates d'établissement des offres, les dates limites de dépôt des offres, en particulier s'agissant d'ISOLSTAR et FUTURA.**

Ce qui s'est passé avec ISOLSTAR et FUTURA est l'illustration de la situation paradoxale dans laquelle s'est retrouvée la nouvelle équipe municipale qui a hérité d'une commune exsangue, au rouge depuis fort longtemps, où il n'était plus possible de songer, un seul instant, à faire financer des projets nouveaux, surtout urgents, par les fournisseurs et entrepreneurs locaux occupés d'abord et avant tout à obtenir le règlement de la masse inconsiderée de factures arriérées détenues sur la Commune.

Le service de cette dette immédiatement exigible s'est révélé si insoutenable que nous avons été forcés de faire appel à des appuis de Dakar pour préfinancer ces acquisitions urgentes qui ne pouvaient plus être différées au regard du contexte dans lequel l'autorité municipale avait été amenée à prendre de tels engagements.


Il s'agit de la confection des bancs de touche et des tenues de plage à l'occasion de la célébration des 350 ans de Saint-Louis.



Enfin, il me semble que le rapport soumis à notre appréciation révèle un parti pris dans le choix de l'étendue des travaux, celui de ne faire apparaître que les anomalies dans la passation et l'exécution des marchés conclus par la Commune de Saint-Louis. Le souci de l'équilibre dans le traitement des informations recueillies à ce sujet devait pourtant amener l'équipe des vérificateurs à évoquer dans leur rapport les points positifs dans la gestion des marchés de la Commune puisqu'il existe bien des marchés passés dans les règles de l'art conformément aux règles et procédures en vigueur.

A cet effet, il me plaît de citer, dans ce cadre, à titre illustratif, le marché relatif aux études du Programme de Développement Touristique de Saint-Louis, unique marché ayant atteint le seuil d'appel à concurrence et dont toute la documentation a été remise à l'équipe des vérificateurs par l'Agence de Développement communal.

Vous réitérant ma disponibilité, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ma grande considération.

  
Cheikh Mamadou Abiboulaye DIEYE

